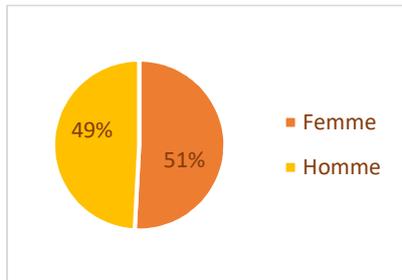


MA COMMUNE, LE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET MOI : PARTICIPATION À UN SONDAGE

ENQUÊTE MENÉE PAR LA CELLULE CAPRU – GEMBOUX AGRO BIO TECH, ULIÈGE

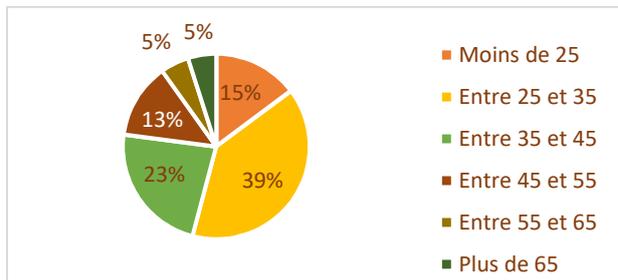
1. Vous êtes :

- Une femme
- Un homme

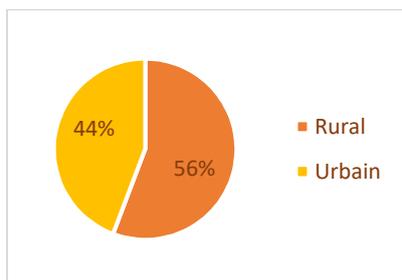


2. Dans quelle tranche d'âge vous situez-vous ?

- Moins de 25 ans
- 25 ≤ âge < 35 ans
- 35 ≤ âge < 45 ans
- 45 ≤ âge < 55 ans
- 55 ≤ âge < 65 ans
- Plus de 65 ans



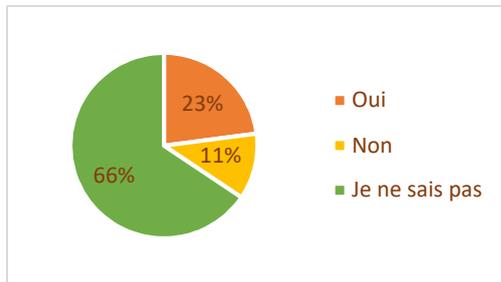
3. Quel est votre code postal (afin que nous puissions identifier votre type de milieu) :



Est considérée comme rurale, les communes dont la densité de population est inférieure à 150 hab./km² ou dont la superficie non bâtie est supérieure à 80% de la superficie communale.

4. Votre commune est-elle inscrite dans une Opération de Développement Rural (ODR) ?

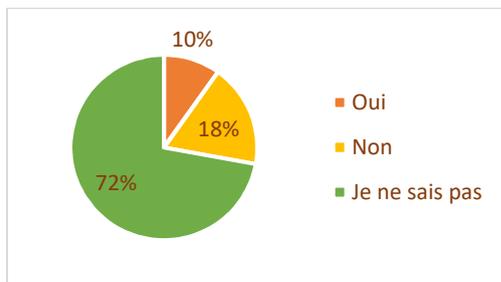
- Oui
- Non
- Je ne sais pas



Les 34% annonçant savoir que leur commune est inscrite ou non dans une ODR, ont tous raison à l'unanimité. Faute d'un recensement récent des commune disposant d'un A21L, il n'a pas été possible de valider les propos recueillis à la question 5. On constate toutefois qu'ils sont 72% à ne pas savoir si un A21L est établi au sein de leur commune.

5. Votre commune a-t-elle mis en œuvre un Agenda 21 local ?

- Oui
- Non
- Je ne sais pas

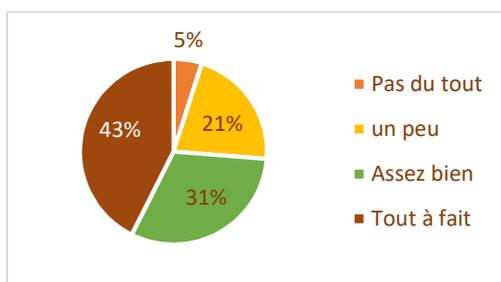


Parmi les personnes sachant si une ODR est en cours au sein de leur commune, elles sont 43% à ne pas savoir si un A21L est mis en œuvre.

Globalement, ce sont 57% des personnes sondées qui ne savent ni si leur commune est inscrite sans une ODR, ni si un A21L est mis en œuvre au sein de leur commune.

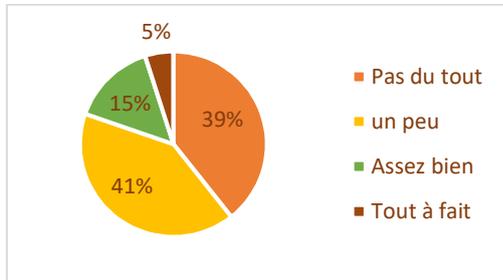
6. Vous sentez-vous sensibilisé et informé au processus de transition vers un développement durable ?

- Pas du tout
- Un peu
- Assez bien
- Tout à fait



Nous avons voulu savoir si les 74% se sentant « assez bien » voire « tout à fait bien » sensibilisé et informé au processus de transition étaient au courant de l'existence ou non de la mise en œuvre d'un agenda 21 local au sein de leur commune. Ils sont 67% à avouer « ne pas savoir » si un A21L est mis en œuvre au sein de leur commune.

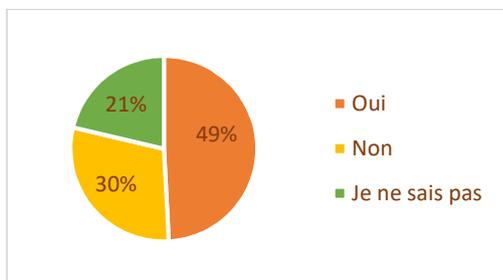
7. Etes-vous consulté par les pouvoirs locaux afin de développer des actions durables au sein de votre commune ?
- Pas du tout
 - Un peu
 - Assez bien
 - Tout à fait



La distribution des participants sachant que leur commune est inscrite dans une ODR est la suivante (et effectivement, leur commune est inscrite dans une ODR) :

- Pas du tout consulté : 29%
- Un peu consulté : 43%
- Assez bien consulté : 14%
- Tout à fait bien consulté : 14%

8. Pour passer à l'action, rien de tel que le quartier...Des initiatives naissent-elles à proximité de chez vous, par la volonté de quelques citoyens motivés qui veulent rendre leur rue, leur quartier ou village plus durables et plus conviviaux ?
- Oui
 - Non
 - Je ne sais pas



On constate ici que les initiatives citoyennes se généralisent. En effet, un participant sur deux confirme que de telles initiatives naissent à proximité de chez eux.

Nous avons voulu savoir si les 43% se sentant « tout à fait bien » sensibilisé et informé au processus de transition étaient au courant de l'existence ou non d'initiatives citoyennes au sein de leur rue, leur quartier et/ou village. Ils sont tout de même 19% à avouer « ne pas savoir » si de telles initiatives sont entreprises. « Se sentir sensibilisé » n'est donc pas synonyme de « se tenir informé »

9. Si oui, pouvez-vous brièvement partager cette/ces initiatives intéressantes ?

<ul style="list-style-type: none"> ✓ Potagers partagés (parfois appelés potagers collectifs) ✓ Compost commun ✓ Poulailier commun ✓ Service d'échanges local (SEL) ✓ Groupe d'achats communs (GAC) ✓ Monnaie locale ✓ Fête de quartier, fête des voisins, brocante, rencontre et conférence ✓ Ruches ✓ Vergers partagés ✓ Restaurant eco-responsable - « Zéro déchets » <p>Les initiatives s'organisent parfois en asbl ou coopérative. Ont été citées : Agricovert, le Cellier de la Haute Sambre, Paysans artisans à Floreffe et ses points de R'Aliments et le hall du terroir à Mouscron.</p>

10. Pour chacune des actions suivantes, veuillez faire le choix suivant :

- Choix 1 : action prioritaire et devant être rapidement mise en application au sein de ma commune ;
- Choix 2 : action non prioritaire.

Action	prioritaire	non prioritaire
Développer l'offre en Transports en commun (TEC)	71%	29%
Entretien et rouvrir des sentiers	62%	38%
Aménager des pistes cyclables	84%	16%
Aménager un/des parking(s) de covoiturage	57%	43%
Développer une plateforme de covoiturage sur le site internet communal	53%	47%
Rouvrir une gare	19%	81%
Prévoir un ramassage scolaire à vélo	41%	59%
Proposer des navettes pour desservir certains quartiers, certains jours	43%	57%
Réduire la consommation énergétique	88%	12%
Promouvoir les énergies propres et renouvelables	93%	7%
Préserver les ressources naturelles et la biodiversité	93%	7%
Valoriser les déchets par la réutilisation ou par des procédés permettant d'obtenir des matériaux ou de l'énergie	74%	26%
Assainir les eaux usées	74%	26%
Soutenir et inciter les agriculteurs à la mise en œuvre d'une gestion environnementale de leurs activités	81%	19%
Soutenir et inciter les entreprises à la mise en œuvre d'une gestion environnementale de leurs activités	76%	24%
Densifier prioritairement les zones d'habitat et éviter l'éparpillement du bâti	62%	38%
Urbaniser prioritairement autour des points de forte accessibilité en TEC	52%	48%
Promouvoir une mixité raisonnée de la population	52%	48%
Promouvoir le tourisme intégré	36%	64%
Inciter le développement de projets d'économie sociale	72%	28%
Promouvoir le commerce équitable et la consommation responsable	81%	19%
Recourir aux financements alternatifs et/ou placements éthiques	59%	41%
Promouvoir les échanges interculturels	71%	29%
Promouvoir les échanges entre milieux sociaux différents	71%	29%
Mener des campagnes de sensibilisation au développement durable	88%	12%

Les quatre actions jugées prioritaires par une plus grande part des participants sont les suivantes :

- ✓ Préserver les ressources naturelles et la biodiversité
- ✓ Promouvoir les énergies propres et renouvelables
- ✓ Réduire la consommation énergétique
- ✓ Mener des campagnes de sensibilisation au développement durable

Les quatre actions jugées comme étant non prioritaires par une plus grande part des participants sont les suivantes :

- ✓ Rouvrir une gare
- ✓ Promouvoir le tourisme intégré
- ✓ Prévoir un ramassage scolaire à vélo
- ✓ Proposer des navettes pour desservir certains quartiers, certains jours

L'analyse des résultats selon le milieu de résidence des participants (rural versus urbain) ne révèle pas de positionnement significativement distinct envers les différentes propositions. Les ruraux semblent toutefois juger moins prioritaire le fait de promouvoir une mixité raisonnée de la population et d'inciter le développement de projets d'économie sociale. A l'inverse, ils sont plus nombreux à estimer qu'il serait nécessaire de rouvrir une gare (28% jugent cette action prioritaire).

L'analyse des résultats selon la catégorie d'âge des participants (groupe 1 : âge <35 ans, groupe 2 : 35 ≤ âge < 45, groupe 3 : 45 ≤ âge) indique que les deux actions présentant une discordance plus importante selon l'âge sont : l'urbanisation prioritaire autour des points de forte accessibilité en TEC (jugée prioritaire par 86% du groupe 3 contre respectivement 39% et 46% des groupes 1 et 2) et l'entretien et la réouverture des sentiers (jugée prioritaire par 86% du groupe 3 contre respectivement 48% et 69% des groupes 1 et 2).

11. D'autres actions vous semblent-elles prioritaires ? Si oui, pouvez-vous préciser de quelles actions il s'agit ?

- ✓ Alimentation durable au sein des cantines scolaires
- ✓ Agriculture urbaine au sein des grandes villes
- ✓ Développent d'espaces de jeu extérieurs (santé et bien-être)
- ✓ Accès au logement pour tous
- ✓ Echanges de services systématiques entre citoyens
- ✓ Promotion de ce qui se fait déjà en la matière

12. Pourquoi, selon vous, ces actions ne sont-elles pas encore menées ?

Manque d'investissement humain, ayant pour causes :

- Le manque de prise de conscience de l'importance des enjeux
- La nécessité de motivation et de réaction
- L'esprit de clocher fort présent

Manque de budget (le développement durable coûte-t-il cher ?)

Manque d'investissement politique, ayant pour causes :

- Pas de volonté
- Autres priorités
- Recherche de résultats sur le court terme
- Manque de pensée globale
- Peu de sensibilisation et de sensibilisés

Gestion trop libérale du patrimoine foncier